

D'AL QAÏDA À L'ÉTAT ISLAMIQUE : ACTEURS NON-ÉTATIQUES MONDIALISÉS ET ÉVOLUTION DE LA VIOLENCE POLITIQUE POST- MODERNE

Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou

Presses Universitaires de France | « [Relations internationales](#) »

2017/4 n° 172 | pages 3 à 14

ISSN 0335-2013

ISBN 9782130788300

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-relations-internationales-2017-4-page-3.htm>

Pour citer cet article :

Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, « D'Al Qaïda à l'État islamique : acteurs non-étatiques mondialisés et évolution de la violence politique post-moderne », *Relations internationales* 2017/4 (n° 172), p. 3-14.
DOI 10.3917/ri.172.0003

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

D'Al Qaïda à l'État islamique : acteurs non-étatiques mondialisés et évolution de la violence politique post-moderne

Lorsqu'il s'agit du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, la question de « repenser » leur actualité est traditionnellement posée en termes de nouveauté, de transformations et de changements, et l'exercice consiste dès lors à avancer par rapport à une énumération d'éléments présentés sous le sceau du « bouleversement ». Ainsi cette région du monde ne serait-elle plus la même après la crise de Suez en 1956, après la guerre arabo-israélienne de 1967, celle de 1973, la révolution iranienne de 1979, la guerre du Golfe en 1991, les attaques du 11 septembre 2001 et les Printemps arabes de 2011, à telle enseigne que l'on se demande quelle est la nature intrinsèque de cette aire, et quand elle aurait été « la même » ? Loin de telles approches « exceptionalisant » l'actualité, s'impose plus pertinemment la triple notion de circulation, d'interconnexion et d'interdépendance à partir de l'évolution de la place du Moyen-Orient dans les relations internationales.

Une première somme d'observations procède de dynamiques esquissées au cours des trois dernières décennies, englobant notamment celle du télescope de la déshérence, des banques de la colère et de la violence qui résultent de la capacité d'acteurs non-étatiques à agir de façon importante. Toute la discussion sur le « nouveau Moyen-Orient », sur « la fin de Sykes-Picot » et autre « *end of the American Middle East* », est liée à l'« auto-capacitation » des acteurs non-étatiques – groupes armés, sociétés civiles, individus mondialisés. Ces nouvelles forces vives font exploser la dimension spatiale des relations internationales, réorientées à distance de l'État ; elles consacrent la transnationalisation grandissante du Moyen-Orient et, partant, la grammaire des relations internationales elles-mêmes. Ces qualités – certaines visibles, d'autres en gestation – sont là, devant nous, et, on peut en faire l'hypothèse, président désormais aux destinées des relations internationales qui vivent aujourd'hui une forme de schizophrénie : la posture déclamatoire stato-centrée, stato-définie et stato-réglémentée est partout contredite par la réappropriation du pouvoir par d'autres acteurs : médias omniprésents, citoyens investigateurs, sociétés irrédentistes,

marchés financiers hors de contrôle et groupes armés aux velléités étatiques. Dans un tel contexte, la montée en puissance de l'organisation de l'État islamique (EI) en 2014 a mis en exergue deux questions qu'il faut distinguer : premièrement, l'origine et l'évolution de l'EI lui-même, dont la trajectoire s'inscrit dans un parcours plus vaste entamé par une autre organisation, Al Qaïda ; deuxièmement, la question plus large de la place occupée par les groupes armés non-étatiques dans des relations internationales en mutation depuis la fin du xx^e siècle. Si les deux questions sont liées, le genre du micro-récit a trop souvent occulté les enseignements plus larges qu'il faut tirer, et la trajectoire de ces deux groupes, parmi les plus importants dans l'histoire de la violence politique, souffre d'un déficit analytique et d'une absence de conceptualisation.

Dire le terrorisme contemporain, c'est cerner l'enchâssement de questions évolutives qui s'y rapportent. Or, une pensée unique est trop facilement venue enserrer la question du terrorisme. Le débat sur ce qu'il recèle, sa provenance et ce qu'il traduit a été simplifié. Dans ce *storytelling* trop huilé et en apparence désidéologisé, les contradictions abondent : la terminologie est imprécise (tel acte est qualifié de terroriste, un autre, similaire, ne l'est pas) ; les motivations sont excessivement schématisées, en fait essentialisées autour de la religion, même lorsque celle-ci est, à l'examen, secondaire ou superficiellement théâtralisée ; et le contexte est amputé de ses soubassements historiques, réduits aux épisodes les plus récents. Arcboutés de la sorte sur les questions de définition – et otages d'une subjectivité qui préside en la matière –, sur celles de la religion (seul le terrorisme islamiste est visible) et de « vague » (chaque nouvel épisode étant réputé indicateur d'un « profil »), nous avons volontairement appauvri notre compréhension d'un des phénomènes sociopolitiques les plus importants de notre époque. À penser le terrorisme au singulier, sous le prisme d'un *reductio ad islamum* et d'une incessante nouveauté, de telles approches ont privé les États et les sociétés d'outils plus intelligents donnant du sens aux nuances indispensables, mais elles ont surtout assis un anhistoricisme fort problématique. Forme de violence politique qui n'a pas la légitimité que confère la guerre, le terrorisme est aujourd'hui révélateur avant tout d'un « moment historique » dans les mutations de la contestation. L'essor du terrorisme contemporain a lieu sur un arrière-plan de modernisation rapide et mondialisée, et il est en ce sens à la fois le symbole et l'expression d'une aliénation et d'un déracinement pour de nombreux pans de la société, notamment au Moyen-Orient.

Dans un tel contexte, de quoi l'EI est-il le nom ? Au lieu de s'enfermer dans un récit réductionniste, désormais trop familier, sur « le terrorisme », un narratif appauvrissant notre capacité à conceptualiser les formes de la violence contemporaine, il faut plutôt concevoir d'autres matrices de lecture face à des nouvelles formes de conflictualités post-modernes et post-mondialisées qui nécessitent une historicisation plus élaborée que le narratif sécuritaire. Le propos central de la présente réflexion est le suivant : les sciences sociales, généralement, et les relations internationales

plus précisément ont, pour l'heure, été incapables de cerner la nature des transformations systémiques introduites par les deux groupes liés mais différents que sont Al Qaïda et l'État islamique. Confinées à des approches alternativement sécuritaires (pour ne pas dire policières), informées de façon culturaliste (pour ne pas dire orientaliste) et distillées sur un mode médiatique (pour ne pas dire théâtral), les analyses universitaires de ces nouvelles formes de violence dénotent un déficit conceptuel qui conduit à des impasses.

Phénomène éminemment moderne qui naît au XIX^e siècle avec les nihilistes russes dans le contexte de la révolution industrielle, de l'urbanisation accélérée et de l'expansion du projet colonial, le terrorisme connaît un regain d'acuité aujourd'hui parce que des transformations proches de ce contexte fondateur de modernisation et de modernité se manifestent à nouveau. Plus d'un quart de siècle après la formation d'Al Qaïda, plus de quinze ans après son fait d'armes le plus spectaculaire, plus d'une décennie après sa dernière grande opération à Londres et alors que l'EI la fait apparaître vieillotte et dépassée, nous sommes entrés résolument dans un nouvel âge terroriste, marqué par la fluidité des réseaux, la déterritorialisation et le développement de capacités tactiques amplifiées par les nouvelles technologies¹. Récurrence du terrorisme, mutation du terrorisme, la cause semble entendue. Mais elle ne l'est précisément pas puisque la lecture ambiante offerte est celle d'une thanatologie et d'un ancrage pseudo-religieux de ces groupes. Pour comprendre le phénomène de la Fraction Armée Rouge (ou Bande à Baader) ou celui des Brigades Rouges, il est préconisé de se pencher sur les conditions sociétales de l'Allemagne et de l'Italie de l'après-guerre, sur le malaise ambiant dans ces sociétés durant les années 1960 et leurs relations avec leurs jeunesses. Mais, pour comprendre Al Qaïda et l'État islamique, nous sommes invités à lire le Coran, effaçant le contexte structurel, social, économique et politique, pourtant indispensables à l'analyse. Au-delà de l'exceptionnalisme culturel ou religieux, chaque nouvelle vague terroriste est vécue dans l'oubli des précédentes. Sans que les questions de fond soient posées (et donc traitées cumulativement), des experts autoproclamés font en sorte que le citoyen se perde dans des constats paniques d'une instantanéité indifférenciée. Ce « prêt-à-penser » sécuritaire-culturaliste (dés)informe également les discours

1. David C. Rapaport a parlé de quatre « vagues », analyse dont il a présenté trois versions successives entre 2001 et 2004. « The Fourth Wave of Terror: September 11 and the History of Terrorism », *Current History* 100, 650, 2001, pp. 419-424, est la première. Elle fut suivie d'une mise à jour : « The Four Waves of Modern Terror: International Dimensions and Consequences », in Jussi Hanhimäki et Bernard Blumenau (dir.), *An International History of Terrorism – Western and Non-Western Experiences*, Londres, Routledge, 2013, pp. 282-310. Puis vint sa réponse aux critiques faites au concept de « vagues » dans « It is Waves, Not Strains », *Terrorism and Political Violence*, 28, 2016, pp. 217-224. La notion de vagues rend compte de façon utile du caractère cyclique des différents âges du terrorisme. Nous considérons, néanmoins, que la « quatrième vague » de Rapaport met trop l'accent sur le rôle du religieux, et qu'elle est limitée à une période relativement courte, durant les années 1980. En outre, nous proposons d'ajouter désormais une cinquième vague que l'on qualifiera de « terrorisme transnational », qui se joue depuis les années 1990.

officiels, sourds à une réalité empirique changeante et qui parlent invariablement de désespoir, d'analphabétisme, de « lavage de cerveau » par tel ou tel prédicateur « gourouesque » et de pauvreté comme facteurs de causalité, alors même qu'historiquement, le phénomène terroriste est souvent le fait de bourgeois et que « sa logique stratégique est politique »². Privé de son contexte, le terrorisme peut être décliné au singulier – la « menace terroriste » – alors qu'il existe sous des formes plurielles. *Comprendre l'EI*, c'est donc sonder la profondeur de ce contexte historique puis décrire un arc évolutif spécifique à l'EI, que la révolution Al Qaïda a entamé. Plusieurs années après le lancement de ce débat, et alors qu'Al Qaïda puis l'EI sont successivement devenues « la principale menace à la paix et à la sécurité internationale », pour reprendre la phraséologie du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, et ce, au Nord comme au Sud, l'incertitude analytique, voire la confusion, persistent quant à la nature exacte, clinique, de ces entités.

Deux facteurs ont, initialement, favorisé cette imprécision. Au départ, l'analyse de ces groupes, d'une part, n'a pas été installée dans un canevas scientifique mais principalement politique et médiatique, dominé ainsi par les *policy-makers* (preneurs de décisions politiques intéressés) et par les journalistes opérant dans un cadre de concurrence où la nouveauté choquante et l'explication simplifiée, répondant aux stéréotypes, priment l'analyse subtile. Tôt définis aux États-Unis et repris en chœur mondialement, les termes d'une analyse convenue ont ainsi été mis dans une logique de « récit » (une histoire qui serait racontée par des conteurs qui en maîtriseraient les épisodes et les développements, là où l'incertitude et la nouveauté dominant), c'est-à-dire, en outre, de réification d'acteurs *changeants* à partir de certitudes *statiques*, fondamentalement peu vérifiables. D'autre part, l'analyse a été dominée par une lecture émotionnelle, et non cliniquement scientifique. La peur et la haine qu'inspirent ces groupes terroristes poussent ainsi à une analyse qui cherche toujours à « fermer » le récit (*closing the narrative*) et à le faire aboutir à une conclusion qui serait bien entendu, idéalement, un *happy end*. Ces deux lignes-forces de la non-analyse – *la politisation* et *l'émotionnalisme* – ont été puissantes, puisqu'elles déterminent aujourd'hui encore la façon dont le grand public comprend ou ne comprend pas l'animal Al Qaïda/EI, mais aussi AQMI, AQPA, Boko Haram, Al Shabaab, etc. Ces approches ont également imprégné les sciences sociales et leur lecture en dit long sur notre époque et sur son impatience face à la complexité que l'on rencontre lorsque l'on étudie (et non lorsque l'on se contente d'observer) les organisations terroristes transnationales innovantes. Doit-on alors chercher la clé de l'énigme de cette Al Qaïda, qui enfanta l'EI, dans l'expérience cumulative des mouvements islamistes du xx^e siècle ou plutôt dans la coïncidence historique

2. Notamment : Robert Pape, *Dying to Win – The Strategic Logic of Suicide Terrorism*, New York, Random House, 2005 ; et, avec James K. Feldman, *Cutting the Fuse – The Explosion of Global Suicide Terrorism and How to Stop it*, Chicago, University of Chicago Press, 2010.

entre l'apparition du groupe originel de Ben Laden et l'avènement de la mondialisation, ou bien encore faut-il voir en lui un mouvement hybride ? Surtout, Al Qaïda hier et l'EI aujourd'hui montrent la nécessité d'une relecture de la conceptualisation des relations internationales face à une pratique de la violence objectivement nouvelle – à savoir la délocalisation d'une projection de la violence transnationale.

MILITARISATION DE L'ISLAMISME

Depuis les nihilistes russes et les anarchistes ouest-européens de la fin du XIX^e siècle, les différentes incarnations du terrorisme que le monde a connu avaient eu principalement deux caractéristiques fondamentales : (1) un terrain d'activité essentiellement centré sur ou venant d'une aire territoriale circonscrite ; et (2) une utilisation de la violence qui, paradoxalement, dépendait ultimement plus de l'initiative de l'autorité étatique combattue (le tsar, l'armée française, le gouvernement allemand, les forces spéciales argentines ou algériennes) que de celle du groupe terroriste lui-même. Ces deux aspects – la contiguïté et la réactivité – nous donnent une clef centrale. *Jusqu'à Al Qaïda tout terrorisme était local* : étudiants russes visant le tsar, groupes juifs attaquant l'occupant britannique en Palestine, nationalistes algériens résistant à l'armée coloniale française, jeunesses révolutionnaires italiennes ou allemandes menaçant leurs sociétés respectives, militants chrétiens, musulmans ou juifs ciblant ceux qu'ils considèrent comme « infidèles » ou dangereux. Il y a là une relation indissoluble, une caractéristique essentielle des terrorismes des XIX^e et XX^e siècles, qui se vérifie de façon chronique jusqu'à Al Qaïda. Invariablement, les groupes sont liés à leur *locus* originel. Certes, il y a une forme de déterritorialisation embryonnaire, durant notamment les années 1970, mais celle-ci ne remet pas en cause cet axiome. Ainsi, si des Palestiniens prennent en otage des athlètes israéliens à Munich en 1972, c'est pour envoyer un message sur l'occupation de la Palestine ; et si des révolutionnaires allemands détournent un avion jusqu'en Somalie en 1977, c'est par rébellion par rapport au malaise sociétal qui traverse leur nation une génération après l'Holocauste. Ce qui importe réellement pour le terroriste dans ce mode, c'est l'impact qu'aura son geste sur son terrain de départ.

La naissance en août 1988 du premier groupe armé transnational non-étatique, Al Qaïda, altère fondamentalement la grammaire de cette séquence et nous fait entrer de plain-pied dans le terrorisme du XXI^e siècle. Nous assistons alors à un changement de paradigme et telle qu'émerge l'action initiale d'Al Qaïda, celle-ci constitue une remise à jour consciente du recours à la violence politique – l'innovation passant par la projection transnationale du mode opératoire. Le groupe formule ainsi explicitement ce projet de déplacement physique et conceptuel : « *min al 'adou al qareeb ila al 'adou al ba'id* » (de l'ennemi proche [les régimes arabes] à l'ennemi

lointain [les gouvernements occidentaux]) est-il expliqué dans ses premiers textes. Al Qaïda traverse les vingt-cinq années suivantes selon trois périodes que l'on peut distinguer de la manière suivante : (1) émergence graduelle durant les années 1990, dans un contexte mondial de nonchalance et d'incompréhension de sa létalité à venir ; (2) centralité durant les années 2000, sans que l'on arrive à fixer de nouveau ce qui demeure par essence fluide (comme l'illustre entre 2004 et 2009 l'introduction des « franchises », à savoir des groupes régionaux dérivés et semi-indépendants) ; et (3) évanescence durant les années 2010, s'installant comme un mode d'influence diffuse sur le long terme. Autrement dit, Oussama Ben Laden aura légué au monde non pas une organisation, Al Qaïda, mais un mouvement, « l'Al Qaïdisme ». Aussi, la caractéristique du groupe – si l'on doit en retenir une – est non pas sa longévité ou sa résistance, mais son adaptabilité et sa capacité d'innovation. Deux caractéristiques que l'EI fera tout autant siens. Le récit d'une Al Qaïda apocalyptico-thanato-politique aurait été confirmé par son inflexibilité stratégique. Or, c'est précisément l'inverse qui se joue par la suite avec la décentralisation des opérations et le développement des franchises. Le résultat de cette évolution, qui fait le lit de l'État islamique, se fait sentir à partir de 2007, et le terrorisme post-Al Qaïda se révèle être principalement l'introduction du terrorisme privatisé. Mal conceptualisé sous le vocable « loup solitaires » (ils ne sont justement jamais isolés), le phénomène relève plus précisément de ce que nous avons nommé la « démocratisation du terrorisme », dont les cinq caractéristiques principales sont : (1) l'expansion sociétale du recours au terrorisme, (2) l'auto-radicalisation sur le mode héroïco-punitif, (3) l'usage actif et innovateur des technologies de l'information, (4) la symbiose entre la violence physique et la violence symbolique se déplaçant du simple *champ* de bataille à un *espace* de bataille et (5) une ingénierie d'« auto-capacitation » organisationnelle³. Cette dynamique s'est illustrée à la fin des années 2000 et au début des années 2010 par une série d'actions majeures quasi-annuelles, comme ce fut le cas des opérations menées ou tentées par David Headley à Chicago en novembre 2008, Nidal Malik Hassan à Fort Hood au Texas en novembre 2009, Omar Farouk Abdulmutallab à Amsterdam en décembre 2009, Colleen LaRose en Pennsylvanie en mars 2010, Faisal Shahzad à New York en mai 2010, Anders Breivik en Norvège en juillet 2011, Mohamed Merah en France en mars 2012, Dzoar et Tamerlan Tsarnaev à Boston en avril 2013 et Chérif et Saïd Kouachi en France en janvier 2014.

Les difficultés à « lire » Al Qaïda et l'EI sont, à cet égard, particulièrement paradoxales et révélatrices. Pour plusieurs raisons, les mouvements auraient dû être des manifestations de violence correctement, c'est-à-dire scientifiquement, cernées. En premier lieu, la « terrorologie », très descriptive

3. Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, *Understanding Al Qaeda – Changing War and Global Politics*, Londres, Pluto, 2011 ; *idem*, *A Theory of ISIS – Political Violence and the Transformation of the Global Order*, Londres, Pluto, et Chicago, University of Chicago Press, 2017.

dans ses premières années, a gagné en sophistication conceptuelle, et des travaux plus systématiques (ceux de David Rapoport, Louise Richardson, Bruce Hoffman et Magnus Ranstorp notamment) avaient apporté des contributions qui auraient pu être une base plus fructueuse pour l'analyse des deux groupes. Cela n'a été pas le cas et le débat public ne s'est pas enrichi (ou : est resté pauvre ?). Ainsi, selon une première lecture dominante durant les années 2000, faudrait-il, pour comprendre l'EI, non pas se pencher sur les modes opératoires des groupes terroristes mais sur la culture arabo-islamique. Un collègue d'experts improvisés a vu le jour : orientalistes recyclés et jeunes chercheurs arabisants ou Arabes, contractés sur un critère identitaire et non intellectuel, décodant les rythmiques des *chat rooms* (forums de discussion) islamistes. Ainsi, aux États-Unis, en 2002-2005, met-on en scène un casting centré sur des Abou Zaid, Mollah Omar et autres Khaled Cheikh Mohamed oubliant que c'est la nature même du commando de Hambourg qui avait préparé et mené les attaques du 11 septembre qui est la réelle nouveauté. Plus tard, cette matrice est reprise en France avec un casting régionalisé au Sahel avec les dirigeants d'AQMI de Mokhtar Belmokhtar, Abdelmalek Droukdel et autres comme Abdelhamid Abou Zaïd. Une telle « *Far Westisation* » d'une violence née de conflits spécifiques au Levant ou au Sahel est, de fait, transposée dans les banlieues occidentales. En vérité, les sciences sociales ont raté l'occasion de développer des outils analytiques permettant de comprendre la signification historique de ce qui n'est pas n'importe quelle violence. Son observation révèle aujourd'hui que la spécificité d'Al Qaïda puis de l'EI résulte de la coïncidence entre, d'une part, un projet pensé de la part de militants islamistes de projeter mondialement, à partir de la fin des années 1980 leur recours à la violence politique et, d'autre part, la matérialisation, durant les années 1990, des conditions et des paradigmes de la mondialisation qui permettent à ces groupes de mener à bien leurs projets subjectifs en les dotant, objectivement, d'un environnement qui leur en donne la capacité.

INDIGÉNISATION DU TRANSNATIONALISME

Comment alors décoder l'équation EI ? Au-delà de la matrice de la *fitna*, c'est-à-dire le schisme historique entre les courants de l'Islam (qui concerne les dynamiques trans-sociales), du legs du fait colonial (qui projette ces dynamiques au niveau transnational) et de la quête de l'authenticité (*asala*) qui passe par des dynamiques de disqualification (*takfir*), et à trop considérer les logiques intra-islamistes – si instructives soient-elles – nous perdons de vue l'essentiel, à savoir la mutation des conflits mondiaux (Est-Ouest, Nord-Sud) au cours du demi-siècle écoulé. Le monde musulman n'est pas un îlot où les conflits ne seraient pas affectés par l'évolution du contexte global. Quant à la typologie du conflit, les discours sécuritaires ambiants, au Nord comme au Sud, parlent « d'ennemi » qui aurait

changé, manquant de voir que c'est l'ensemble de l'architecture sécuritaire mondiale (extraterritorialité, drones, sociétés militaires privées) qui a subi une transformation. Celle-ci englobe notamment, d'une part, un affaiblissement de la matrice étatique qui va jusqu'à la désétatisation et la prolifération d'espaces « non-gouvernés », et, d'autre part, l'augmentation de la capacité des acteurs non-étatiques définissant de nouveaux imaginaires⁴. Il faut donc raisonner en termes de catégories universelles permettant une analyse comparative et historiquement contextualisée. De même, il importe d'interroger la terminologie « jihadiste » – plus journalistique que scientifique – qui aboutit à perpétuer une perception exceptionnaliste de ces mouvements, de leur nature et de leurs causes, là où ils présentent à la fois des aspects communs et des aspects atomisés. Ainsi, ces lectures ont-elles empêché de voir que le mode d'action qui a émergé avec l'EI est en passe d'introduire dans le terrorisme un changement qualitatif qui risque de se manifester au cours des décennies à venir. L'EI est donc avant tout : (1) *la militarisation de l'islamisme* et (2) *la transnationalisation du terrorisme*.

Mais il recèle également une troisième dimension, à savoir *le dépassement d'Al Qaïda vers une violence politique post-moderne*. Fondé en avril 2013, l'État islamique d'Irak et du Levant (EIL), renommé simplement l'État islamique (EI) en juin 2014, mais dont la filiation remonte à 2005 en tant que groupe allié à Al Qaïda – Al Qaïda au Pays des Deux Fleuves (à savoir, le Tigre et l'Euphrate), soit Al Qaïda en Iraq – est au départ, sous la direction d'Abou Moussab al-Zarqawi, effectivement caractérisé par le projet explicite de transcender Al Qaïda. Mais cette volonté s'accompagne d'un paradoxe d'importance. L'exceptionnalité de l'EI est née des actions du plus indépendant des lieutenants de Ben Laden avant que l'organisation ne soit mise sur orbite par des militants islamistes irakiens aguerris qui ont reconfiguré localement l'action du groupe puis se sont émancipés de la tutelle de leur matrice originelle. Une telle *indigénisation du transnationalisme* al qaidien aura, ainsi, produit par la suite la transformation d'une organisation hybride aux limites incertaines qui tente une progression mondiale tout en étant, de façon inhérente, liée au territoire irakien et syrien où elle opère. Et c'est là tout le paradoxe d'un EI qui, bénéficiant du plus vaste contexte historique d'islamisme transnational, se projette de façon éminemment locale. La posture de l'EI se révèle donc singulière. Son ultra-violence, son utilisation efficace des moyens de communication et la jeunesse de sa soldatesque ont constitué les bases de son avancée entre 2013 et 2016. En même temps, sans la fragile alliance des tribus sunnites d'Irak, elles-mêmes radicalisées par le néo-autoritarisme de l'ancien Premier ministre Nouri al Maliki et l'association de celui-ci avec les milices chiites, et sans la

4. Anne L. Clunan et Harold A. Trinkunas (dir.), *Ungoverned Spaces – Alternatives to State Authority in an Era of Softened Sovereignty*, Redwood City, Californie, Stanford University Press, 2010 ; Diane E. Davis, « Non-State Armed Actors, New Imagined Communities and the Shifting Patterns of Sovereignty and Insecurity in the Modern World », *Contemporary Security Policy*, 30, 2 août 2009, pp. 221-245.

présence, en Syrie, de divers autres groupes concurrents opposés au régime de Bachar al-Assad, islamistes (Jabhat al-Nosra, Ahrar al-Chaam) comme non-islamistes (Armée syrienne libre), l'émergence de l'EI se serait probablement produite autrement, plus difficilement.

La prise de Mossoul par l'EI le 11 juin 2014 a constitué à la fois le sommet d'un blitzkrieg entamé par l'État islamique à l'hiver 2013 en Irak et en Syrie, prélude d'une phase stratégique plus importante visant l'extension du contrôle du groupe sur ces aires et au-delà. Avec une extrême brutalité, une vélocité napoléonienne et sans considération pour les déclarations, à son sens sans conséquences, de ses ennemis, l'État islamique a transformé, à lui seul, le paysage politique et sécuritaire du Moyen-Orient en ce début de XXI^e siècle. Faisant face, sur deux fronts, à une coalition internationale soutenue par les combattants kurdes Peshmergas, déployant un drapeau désormais reconnaissable sur un territoire enjambant deux pays, comptant une « armée », l'État islamique s'est positionné en un laps très (trop) rapide comme étant, en tout état de cause, le groupe armé non-étatique le plus puissant et le plus ambitieux de l'histoire. Un examen historique froid et circonstancié du groupe levantin révèle, depuis la prise de Mossoul, une évolution de sa stratégie qui aura progressé sur trois cercles concentriques : en « Syrak », dans les villes que tenait l'EI à cheval entre la Syrie et l'Irak ; dans la région moyen-orientale et nord-africaine ; puis internationalement à travers, en particulier, les attaques visant la France, la Belgique, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les États-Unis et la Russie. Après Mossoul, l'EI faisait face au défi de la gestion de son succès militaire (32 000 soldats irakiens avaient pris la fuite). Précisément à ce stade, l'EI envisagea une stratégie qui emprunté trois grands axes : la communication et le contrôle des territoires et des ressources obtenues ; le développement d'une capacité de résilience ; et l'expansion sur de nouveaux fronts, notamment en Libye et au Sinaï. La phase post-Mossoul de l'EI s'est illustrée d'abord par une campagne médiatique de grande ampleur, le groupe multipliant les messages pour « annoncer au monde » son arrivée. Durant l'été 2014, une série de vidéos ultra-professionnelles, d'un genre et d'un style nouveau, en rupture avec l'amateurisme des groupes concurrents ou antérieurs a ainsi vu le jour pour, d'une part, montrer les actions de l'organisation et, d'autre part, attirer des « combattants » de par le monde, avec pour résultat l'afflux rapide de plusieurs milliers d'individus provenant d'horizons divers. Dans le même temps, et toujours afin d'asseoir son contrôle, le groupe a cherché à obtenir le ralliement des différents groupes islamistes extrémistes internationalement actifs. N'ayant cure du désaveu d'une Al Qaïda frustrée et irritée de voir l'une de ses propres « franchises » prendre une telle ampleur, l'EI obtient rapidement l'allégeance de 40 groupes de par le monde, du Pakistan au Nigeria en passant par l'Ouzbékistan, l'Algérie et l'Égypte⁵.

5. Pour le détail de ces allégeances : Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, *A Theory of ISIS ...*, *op. cit.*, chapitre III, pp. 88-123.

Dans le même temps, et tirant les leçons précisément des pertes qu'avait connues Al Qaïda en Afghanistan en 2001-2002, l'EI s'est donné les moyens de s'inscrire dans la durée. Manifestant son tropisme « étatique » au-delà de l'aspect théâtral et peu convaincant qu'en avait donné, par exemple, Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) lorsque ce groupe prit les villes du nord Mali en 2012 ou, plus tôt, les Shebab en Somalie en 2004-2007, l'EI a surpris à nouveau en administrant de façon relativement efficace de larges zones au nord de l'Irak et de la Syrie. Les prélèvements de taxes, la reconstruction de routes, le fonctionnement de services bancaires, la remise sur pied de points internet et la diffusion d'ouvrages scolaires ont accompagné les exécutions publiques et autres exactions. Le contrôle coercitif du territoire, l'administration de la population et l'usage de la violence, certes non monopolisé, la frappe de monnaie annoncée en novembre 2014 sont les attributs factuels d'un processus de construction d'État : le groupe le répète et le met habilement en scène dans un récit qui s'impose *de facto* face à des autorités étatiques irakiennes et syriennes absentes ou déliquescents. Troisième volet de cette stratégie létale, visiblement pensée, de l'État islamique, l'ouverture de fronts additionnels représenta une synthèse des deux volets précédents, à savoir une campagne d'expansion inscrite dans l'urgence et soutenue par une « économie de guerre » nourrie par la vente de pétrole au marché noir, le recel d'antiquités et la mainmise sur les liquidités bancaires des villes conquises. L'important matériel militaire américain récupéré sur les troupes irakiennes permit au groupe de lancer des opérations sur des fronts secondaires, cherchant toujours à « maintenir l'ennemi éparpillé », comme l'exprimait en 2004 un Ben Laden reprenant Sun Tsu. Ainsi, l'EI multiplia-t-il en 2015-2017 ses attaques à la fois régionalement et internationalement.

DES ENTREPRENEURS DE VIOLENCE POST-MODERNE

La matérialisation de l'État Islamique indique une transformation en cours des relations internationales. Cette entité, à la suite d'Al Qaïda, est non pas une aberration au milieu d'un ordre international qui serait simplement perturbé ou simplement sujet à la « mobilisation de la puissance coercitive américaine⁶ », mais un élément parmi d'autres, révélateur d'un changement en train de se faire. Aussi parle-t-on de « forces déstabilisatrices » et de « menaces transnationales » qu'il faut détruire pour revenir à la normalité d'un système en ordre, vœux pieux ou chimère anachronique. Le monde ne pouvait déjà plus être le même après cinquante ans de bipolarité ; en 1989, est né précisément le parent de l'EI, à savoir Al Qaïda. Le monde ne pouvait certainement plus être le même

6. Boris Le Chaffotec, « Chercher, construire et combattre l'ennemi : pour une nouvelle historicité de la guerre contre le terrorisme », *Relations Internationales*, n° 167, octobre-décembre 2016, p. 136.

après le 11 septembre. La question n'est donc pas comportementale (l'EI en tant qu'identité) mais stratégique (l'EI en tant que mode opératoire). Dans *War, Religion and Empire*, en 2010, Andrew Philips avance l'idée que les ordres internationaux sont détruits à la suite de crises de légitimation, crises illustrées par la désintégration des imaginaires sociaux et l'apparition d'innovations militaires perturbatrices⁷. Ici réside toute l'importance de l'EI en tant que révélateur de changement et non pas simplement comme producteur de perturbations. Au cœur de cette grammaire changeante des relations internationales émerge la question de la chose étatique et de son contre-champ non-étatique. Ces entités et agents qui se multiplient de loin en loin, occupent tour à tour territoires ou espaces virtuels, le tout de façon fluide. Et cette hybridité intrinsèque – territorialité et virtualité, poursuite du local et du transnational – est à la fois la force et la faiblesse de l'État Islamique.

En définitive, l'extrémisme d'Al Qaïda a constitué une réorientation stratégique de la violence politique contemporaine dont la nature fondamentale est due aux vecteurs de la mondialisation. Al Qaïda fut plus l'enfant de la mondialisation que de l'islamisme. Elle a été une organisation postcoloniale, post-moderne et post-mondialisation. Là où les groupes précédents avaient cherché à détruire l'ordre (les nihilistes et les anarchistes), à capter (les mouvements de libération nationaux) ou à usurper (les révolutionnaires des années 1970) la fonction étatique, elle a cherché à transcender l'État (moyen-oriental), le rendant obsolète dans son projet de direction politique et lui substituant la primauté du mode martial. Son discours fut non pas « l'État, c'est moi », mais bien plus « la guerre, c'est moi ». Une telle « auto-capacitation » et un tel déplacement étaient éminemment modernes, mais paradoxalement, ils recelèrent tout autant les clés des limites d'Al Qaïda qui créa elle-même (ou : lui-même ?) les conditions de sa disparition – par hybridation et évanescence – en invitant les « franchises » à prendre leur envol. La plus sous-estimée des conséquences des actions des nouveaux entrepreneurs de violence qu'elle a engendrés, tel l'État islamique, est celle de la continuité de la question postcoloniale. Notamment au Moyen-Orient, les processus inaboutis de formation des États depuis un siècle, la conflictualité pérenne depuis les vraies-fausse indépendances et un interventionnisme continu, de Suez en 1956 à Benghazi en 2011, en passant par Bagdad en 2003, se sont donné la main synchroniquement pour maintenir des conditions dans lesquelles des frustrations accumulées et renouvelées ont trop facilement trouvé une expression dans cette violence insurrectionnelle. Les effets-retours de cette histoire inachevée s'expriment aujourd'hui à la fois régionalement mais également trans-nationalement, liant organiquement Mossoul et Washington, Raqqa et Paris. Par un retour de bâton, somme toute logique, le reliquat colonial s'est désormais invité au sein même des sociétés occidentales concernées par cet épisode,

7. Andrew Philips, *War, Religion and Empire – The Transformation of International Orders*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

notamment la France et la Grande-Bretagne, mais également les États-Unis dans le cadre de leur projection impériale depuis l'après-Seconde Guerre mondiale. À ce facteur, s'ajoutent les inégalités et l'injustice vécues et perçues par les populations issues de la fracture coloniale. Si cette question postcoloniale, inconvenante et inaudible, est demeurée interstitielle, bordée d'amnésies autoproduites, le basculement post-Al Qaïda opéré au début des années 2010 a révélé l'importance d'une seconde dimension, à savoir le post-modernisme qu'une entité comme l'État islamique exprime désormais mondialement. De fait, c'est peut-être moins le projet d'étatisation de l'EI qui importera sur le long terme que l'impulsion donnée à une contestation hybride, syncrétiste, mi-identitaire et mi-socioéconomique, qui s'exprime principalement au sein des métropoles du Nord, avec mimétiquement, en arrière-plan, des oripeaux religieux qui ne sont que cela, à l'image d'un Amedy Coulibaly qui accroche dans sa chambre un drapeau épouvantail de l'EI ou d'Omar Mateen qui déclare à l'opératrice du 911 à Orlando qu'il est « un soldat du Califat », sans réellement l'être.

Les circulations de cette violence émergente décuplent, enfin, l'acuité des conséquences de la réponse étatique. Le terrorisme ne se réduit pas à un face-à-face entre autorités et terroristes. Il s'est répandu (ou introduit ?) dans les vies de tous et déborde sur d'autres thématiques, telle la question migratoire et celle des inégalités sociales et politiques. À la faveur d'actes de portée mondiale et de médiatisation extrême, les questions de l'efficacité et des résultats ont pris le dessus de façon stérilisante, fermant la porte au débat en cours sur la sécurisation qui génère une demande autoritariste rationalisée par la malléabilité de l'argument de « sales guerres ». Restituer le substrat postcolonial évanescant, insérer l'émergence du transnational post-moderne et interroger les effets sociétaux diffus du tout-sécuritaire sont parmi les projets qui peuvent concourir à ensemencer un répertoire de significations plus riche des trajectoires de désintégration et de désintermédiation du terrorisme contemporain.

Mohammad-Mahmoud Ould MOHAMEDOU

Institut de Hautes Études Internationales et du Développement (IHEID)